SCANDALES À BIRMINGHAM

La Grande-Bretagne découvre, effarée, que certaines écoles publiques, noyautées par des islamistes radicaux, s'affranchissent des règles élémentaires du droit et du fonctionnement démocratique à des fins communautaires. PAR AGNÈS-CATHERINE POIRIER

La scène se passe à l'école publique de Park View Academy, dans la banlieue de Birmingham. *« Lors de notre visite, nos deux inspecteurs d'éducation, une femme et un homme, ont rencontré les professeurs d'arabe et de mathématiques. Quand notre inspectrice a tendu la main à l'un des professeurs pour le saluer, celui-ci a reculé et indiqué qu'il ne serrait jamais les mains des femmes, que c'était contraire à sa religion et qu'il était même étonné de l'ignorance des inspecteurs en la matière. Il s'est alors tourné vers l'inspecteur de sexe masculin, lui a serré la main et l'a salué en arabe. »* Cette scène qui en dit long fait partie du rapport rédigé après l'inspection d'urgence, entre le 5 mars et le 1er mai derniers ordonnée par le ministère de l'Education nationale britannique auprès de 21 écoles publiques de Birmingham. Nous voici donc au cœur d'une affaire, que l'on pourrait qualifier d'affaire d'Etat, et qui met en lumière les fissures béantes du modèle multiculturel britannique.

Il a fallu une lettre-canular envoyée à la police et dénonçant l'existence d'une opération terroriste au sein des écoles de la région pour que Michael Gove, ministre de l'Education du gouvernement de David Cameron, s'empare enfin du dossier. Cela faisait en effet des mois que des parents d'élèves apeurés par l'islamisation de leurs écoles publiques tiraient la sonnette d'alarme. La municipalité de Birmingham a ainsi reçu plus de 200 lettres de protestation depuis 2012, sans réagir. *Idem* pour la police, pourtant saisie à plusieurs reprises de plaintes de parents d'élèves musulmans non pratiquants qui ne savaient plus à quelle autorité se vouer.

DES MAÎTRES MIS À L'ÉCART

Sur les 21 écoles publiques inspectées d'urgence, seules trois s'en sortent indemnes. Douze sont tancées sévèrement et cinq, au centre du scandale, font l'objet de *« mesures spéciales »*. Un euphémisme pour parler de redressement immédiat. Michael Gove a ainsi révélé des détails saisissants à la Chambre des communes. A l'école primaire de Nansen par exemple, les enseignantes non musulmanes sont désignées sous le terme de *« putes blanches »* par les membres du conseil de l'établissement, islamistes radicaux ayant réussi à noyauter la gouvernance de l'école. Les appels à la prière sont relayés par les haut-parleurs de la cour de récréation, l'enseignement des autres religions, des humanités et des arts est exclu du programme, filles et garçons sont séparés dans les classes, et les fonds des écoles utilisés pour financer des voyages à La Mecque ou pour la création d'écoles coraniques.



Michael Wilshaw, directeur d'Ofsted (Office For Standards In Education), responsable de l'inspection des écoles du pays, n'a pas mâché ses mots : *« Nous avons fait des découvertes profondément inquiétantes et, dans certains cas, carrément choquantes. Dans certaines de ces écoles règne une culture de la peur et de l'intimidation. Nous avons ainsi constaté la mise à l'écart ou le départ forcé des maîtres jusqu'ici responsables de la bonne gestion et du bon fonctionnement de ces écoles. »* Une autre agence gouvernementale,

UNE AFFAIRE D'ÉTAT QUI MET EN LUMIÈRE LES FISSURES BÉANTES DU SYSTÈME MULTICULTUREL DE LA GRANDE-BRETAGNE.



london news pictures / zuma rea

PROTESTATION DE PARENTS contre les inspections académiques devant l'Al-Hijrah School, à Birmingham.

l'Agence de financement de l'éducation, estime que Golden Hillock School, Nansen Primary School et Park View Academy ont violé de nombreuses règles de gestion : *« Il n'est même pas sûr que leurs comptables étaient au courant des transactions et des mouvements de comptes. Les comptes pour l'année 2012 et 2013 ne montrent aucun paiement. »* Pourtant, l'école primaire de Nansen a reçu des loyers de 17 330 livres pour avoir sous-loué une partie de ses locaux à la seule école confessionnelle islamique de Birmingham, Al-Hijrah. L'Agence de financement de l'éducation note dans son rapport que cette sous-location n'a jamais fait l'objet des contrôles nécessaires.

Elle a découvert pire : les directeurs de ces trois écoles pouvaient dépenser jusqu'à 100 000 livres par an sans avoir à obtenir l'autorisation de leur conseil d'administration. En outre, ces écoles organisaient chaque année un voyage en Arabie saoudite dont étaient exclus élèves et enseignants non musulmans. Officiellement, il s'agissait d'un voyage linguistique, mais il était présenté aux parents comme un voyage « Umrah », comprenez un pèlerinage à Médine et à La Mecque.

Pour le lecteur français, habitué à la séparation de l'Eglise et de l'Etat et à un système éducatif relativement simple et lisible, il convient d'expliquer que la Grande-Bretagne souffre de cruels manques en la matière. En premier lieu, il n'existe pas de séparation entre l'Eglise anglicane et l'Etat. La reine, chef de l'Etat, est également chef de l'Eglise. Les écoles d'Etat sont donc souvent d'obédience anglicane, avec récitations de prières et services religieux. La notion de laïcité est tellement étrangère aux Britanniques qu'ils n'ont pas de mot pour traduire ce concept résolument républicain et français. Le terme qui s'en approche le plus est celui de *« secularism »*. Par ailleurs, le système éducatif britannique est tellement compliqué, le produit de décennies de réformes ajoutées les unes aux autres en dépit du bon sens, qu'il en est devenu illisible et quasiment incontrôlable.

La secrétaire général de NUT, le premier syndicat enseignant britannique, Christine Bowler, n'a pas hésité à pointer du doigt que les écoles au centre du scandale sont de types « académies », autrement dit *« des écoles publiques auxquelles les conservateurs ont donné une véritable autonomie. Non seulement ces écoles ne dépendent pas des autorités locales mais elles peuvent, si elles le souhaitent, façonner leur propre programme »*. Des dangers du libéralisme appliqué à l'éducation publique.

Comment, cependant, des écoles jugées en 2012, lors de leur dernière inspection par l'Ofsted comme *« excellentes »*, peuvent-elles se trouver aujourd'hui *« en état de crise »*, et faire l'objet de *« mesures spéciales »* ? Il semblerait que l'habitude de prévenir les écoles du passage des inspecteurs, ne serait-ce que vingt-quatre heures à l'avance, leur aurait laissé suffisamment de temps pour organiser des activités de façade et ainsi tromper la vigilance des inspecteurs. C'est en tout cas ce qu'a récemment confié, sous couvert d'anonymat, le personnel de ces écoles aux inspecteurs.

Si le scandale de la radicalisation religieuse rampante d'écoles publiques est désormais avéré et documenté, il prend maintenant une tournure éminemment politique pour le gouvernement de David Cameron. Deux ténors du gouvernement, le ministre de l'Intérieur et celui de l'Education, se renvoient la responsabilité. Après avoir demandé l'aide de Peter Clarke dans ce dossier, un ancien du contre-espionnage en charge de l'enquête des attentats du 7 juillet 2005 de Londres, le ministre de l'Education, Michael Gove, a clairement indiqué que l'affaire était également une question de sécurité intérieure.

ON SE RENVOIE LA BALLE

Attaquée par les travaillistes mais aussi dans son propre camp, la ministre de l'Intérieur, Theresa May a dû se défendre à la Chambre des communes de toute attitude laxiste. Elle a notamment déclaré avoir interdit de territoire les imams radicaux étrangers, ceux-là mêmes qui avaient pignon sur rue durant les années Blair. *« J'ai exclu plus de prêcheurs de haine qu'aucun autre ministre de l'Intérieur avant moi et c'est moi qui nous ait enfin débarrassés d'Abou Hamza »*, a-t-elle tonné. Avant d'ajouter : *« Le gouvernement britannique ne finance plus aucune organisation extrémiste, comme c'était le cas sous les travaillistes. En arrivant au pouvoir, nous avons d'ailleurs trouvé une situation des plus troubles. L'agence en charge de la prévention contre la radicalisation religieuse instituée sous les travaillistes finissait parfois par financer ces mêmes groupes extrémistes qu'elle était censée combattre ! »*

Peut-être, mais ce n'est pas en se renvoyant la balle constamment que la classe politique britannique va aider le pays à éviter les pièges d'un multiculturalisme aussi naïf que dangereux. ■